

Europe

BERLIN : UNE COALITION À GAUCHE TOUTE ?

Élisabeth Humbert-Dorfmüller

13/10/2026

À la suite des élections régionales à Berlin le 20 septembre dernier, Élisabeth Humbert-Dorfmüller, consultante, coordinatrice de projets à l'Université Goethe (Francfort) et membre du bureau d'Eurocité, revient sur la spécificité de Berlin par rapport aux autres Länder de l'ex-Allemagne de l'Est. Elle analyse aussi les questions que soulève pour le SPD et les Verts une possible alliance avec Die Linke.

Berlin n'est pas l'Allemagne – et deux sur les trois élections régionales de cet automne 2026 ont plutôt confirmé la domination de l'Alternative für Deutschland (AfD, Alternative pour l'Allemagne) dans le paysage politique à l'est du pays. Mais Berlin est différente : Berlin est « pauvre mais sexy¹ », selon le maire de la ville en 2003, riche en cultures diverses, bien dotée en transports publics et verte, mais plutôt sale, selon ses habitants². Tous ces adjectifs ne correspondent pas exactement à l'image que les Français se font de l'Allemagne.

Berlin était, avant 1990, un espace divisé entre la capitale de la République démocratique allemande (1,3 million d'habitants) et une ville ouest-allemande peuplée, mais d'esprit un peu provincial (2,1 millions d'habitants). Entre 1990, année de la réunification, et aujourd'hui, elle a grossi modérément pour compter 3,7 millions d'habitants actuellement.

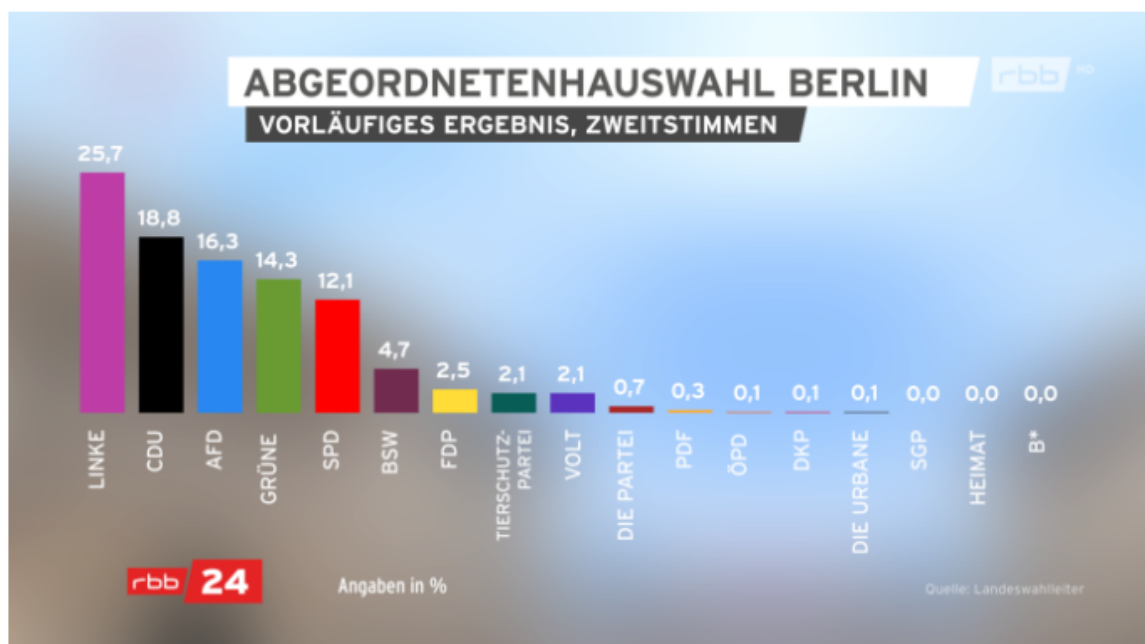
Berlin est une ville-région. Elle a connu des gouvernements³ de droite avec le Christlich Demokratische Union Deutschlands (CDU, Union chrétienne-démocrate d'Allemagne), de gauche avec le Sozialdemokratische Partei Deutschlands (SPD, Parti social-démocrate d'Allemagne) et, comme toujours en Allemagne, avec des coalitions, et très souvent des coalitions entre ces deux partis. On peut donc dire que cette ville a beaucoup été gouvernée au centre.

Même si les Berlinoïses aiment pour la plupart leur ville, ils dénoncent le changement lié à son succès économique. Car de ville bohème à ses débuts, elle a su attirer des investissements allemands et étrangers et a vu la création d'un nombre important d'entreprises, notamment dans les domaines de la tech, de e-commerce et des technologies de l'information. En quelque sorte, une

industrialisation sans les usines, avec une croissance importante des activités à haute valeur ajoutée⁴. Ce développement a entraîné l'augmentation des prix du foncier, qui est passé de très abordable en 1990 à très onéreux, un phénomène faisant de Berlin la troisième ville la plus chère du pays aujourd'hui⁵.

Le PIB de Berlin a augmenté de 53% entre 1999 et 2024, alors que le niveau de vie des Berlinois a connu une augmentation de seulement 15% pendant cette période⁶. En même temps, les Berlinois propriétaires immobiliers constituent une infime minorité : ils ne sont que 16%⁷, le taux le plus bas de toutes les régions allemandes. Les loyers se sont plutôt alignés sur les taux de croissance de l'économie, et ont connu une forte augmentation depuis ces dernières années : +69% en dix ans⁸, comme aucune autre région.

Le *lifestyle* berlinois serait donc : être locataire, travailler dans le tertiaire, apprécier la multiculturalité, ne pas avoir de voiture. C'est un peu cliché, mais les statistiques le confirment. C'est donc le portrait-robot de l'électeur berlinois ; par conséquent, les résultats de l'élection régionale du 20 septembre 2026 ne peuvent étonner personne.



Vorläufiges Ergebnis der Zweitstimmen zur Abgeordnetenhauswahl 2026. (Quelle: infratest dimap/rbb)

Elif Eralp, la candidate de Die Linke, sera vraisemblablement la prochaine maire de Berlin. Pour cela, elle doit conclure une coalition avec les Verts et le SPD, constellation qui a déjà existé à Berlin (entre 2016 et 2023), mais avec un maire, puis une autre maire sociale-démocrate. La situation actuelle est donc comme si, à Paris, en mars 2026, Sophia Chikirou s'apprêtait à devenir maire de Paris avec l'appui des Écologistes et du Parti socialiste.

On peut estimer que les questionnements que cela soulèverait dans la classe politique et dans les médias seraient les mêmes en France et en Allemagne : la gauche radicale est-elle capable de gouverner ? Ses promesses sont-elles réalistes et finançables ? Les deux autres partis plus « modérés » vont-ils perdre en crédibilité en participant à cette coalition ? Et, dernier sujet important, la gauche radicale est-elle perméable à l'antisémitisme ambiant ?

Toutes ces questions sont actuellement ardemment débattues en Allemagne. Exactement le même type de questionnements qu'a soulevés l'élection de Zohran Mamdani à New York en 2025. Les jeunes électeurs qui ont massivement plébiscité Zohran Mamdani à New York et Elif Eralp à Berlin ceux qui ne possèdent ni logement ni voiture. Ce sont par ailleurs souvent ceux qui font preuve d'un militantisme propalestinien engagé.

Le SPD va et doit-il soutenir cette coalition « à gauche toute » ? Le réflexe social-démocrate allemand serait de préférer une coalition avec la CDU et les Verts (arithmétiquement également possible, sous l'égide d'un maire chrétien-démocrate). Plutôt gouverner au centre que risquer des alliances peu contrôlables.

Mais la dynamique berlinoise lui pose un dilemme : la candidate à la mairie Elif Eralp ressemble davantage à Zohran Mamdani qu'à Sophia Chikirou. Certes, les trois ont des origines étrangères, et représentent un parti résolument à gauche sur l'échiquier électoral⁹. Mais à New York comme à Berlin, une majorité (absolue à New York, relative à Berlin) a exprimé son souhait de voir cette gauche-là arriver au pouvoir – ce n'était pas le cas à Paris. Surtout, l'image que donnait Zohran Mamdani et que donne Elif Eralp est celle d'une gauche déterminée, mais souriante, presque messianique. Sûre de son avenir. La gauche radicale française préfère donner une image de révolte et de colère générale à son électorat, sans tendre la main au-delà de ce noyau.

Un refus du SPD de participer à la coalition berlinoise avec Die Linke le couperait définitivement d'une grande partie de la jeunesse. Mais par ailleurs, gouverner avec ce parti est également un risque, et d'abord celui de perdre en crédibilité économique : les propositions d'Elif Eralp pour lutter contre les loyers chers sont difficilement compatibles avec l'économie de marché (expropriation des gros loueurs possédant un nombre important de logements), avec des effets néfastes sur les futurs investissements. Quant à l'antisémitisme, si Elif Eralp elle-même a été sans ambiguïté sur le sujet, plusieurs membres importants de ce parti ont des relations étroites avec l'écosystème propalestinien berlinois, qui surfe avec délectation sur l'indignation générale contre les actions guerrières d'Israël pour dénier le droit à l'existence de l'État juif. Des liens avec le crime organisé (des « clans » d'origine libanaise) ont également été démontrés, et le député concerné Die Linke¹⁰, qui entretenait des relations par WhatsApp avec des membres de ces clans, a déjà dû se

mettre en retrait de son mandat¹¹. Le SPD a demandé des mesures claires pour combattre l'antisémitisme à Berlin, et Die Linke a sorti un **document** détaillant comment rendre la vie des juifs berlinois plus sûre, plus visible et auto-déterminée.

La social-démocratie allemande – le centre gauche – se trouve face à ce dilemme, qui touche également les partis de cette même orientation dans d'autres pays. L'appréciation au cas par cas s'impose. Dans le cas de Berlin, et au regard de la population berlinoise qui réclame un vent frais et des priorités nouvelles, cette coalition « à gauche toute » semble être le choix de la raison.

Crédit photo : Élisabeth Humbert-Dorfmüller. Célèbre graffiti du Mur de Berlin représentant Leonid Brejnev, secrétaire général du Parti communiste de l'Union soviétique jusqu'en 1982, embrassant Erich Honecker, secrétaire général du SED (Parti socialiste unifié d'Allemagne) de RDA (ex-Allemagne de l'Est).

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

1. Bert Schulz, « Und heute? Reich, aber öde! », **Taz**, 10 novembre 2018.
2. Lars Klaaßen, « Berlins Stärken und Schwächen », **MieterMagazin**.
3. Une région est « gouvernée » en Allemagne – et non « présidée » comme en France.
4. « Wirtschaftsstandort Berlin – Vor- und Nachteile für Unternehmen », **In Berlin-Brandenburg**, 16 juillet 2026.
5. Ralf-Ingo Schmidt, « Die 10 teuersten Städte Deutschlands 2025 », **Das Haus**, 29 août 2025.
6. « Wohlstand in Berlin pro Kopf seit 1999 nur geringfügig gestiegen », **RBB 24**, 16 juin 2026.
7. « Wohnen in der Hauptstadt: Fast 85 Prozent der Berliner sind Mieter », **Tagesspiegel**, 13 janvier 2025.
8. « Höchster Zuwachs bundesweit: Berliner Mieten binnen zehn Jahren um 69 Prozent gestiegen », **Tagesspiegel**, 6 avril 2025.
9. Sam Zickar, « Zohran Mamdani is a Member of the Democratic Socialists of America (DSA). What Does DSA Stand For? », **No Labels**, 27 juin 2025.
10. Sven Siebert, « Die Linke ins Rote Rathaus? Warum Clan-Verbindungen und Antisemitismus-Sorgen den Grünen zu schaffen machen », **Table.briefings**, 23 septembre 2026.
11. « Linken-Abgeordneter zieht sich nach Kritik wegen Remmo-Kontakten zurück », **NTV**, 25 septembre 2026.